

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/090****Développement territorial / Approbation du coût et du plan de financement prévisionnels 2023 du poste de direction de projet Action cœur de ville de Foix**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 4 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 46 « renforcer l'attractivité et le développement de Foix, ville-centre de L'agglo » - action 109 « déployer Action cœur de ville et l'opération de revitalisation de territoire » ;

Considérant le lancement du programme national Action cœur de ville le 27 mars 2018 et l'éligibilité de la ville de Foix ;

Considérant l'accord conjoint de la ville de Foix et de L'agglo, signifié à la préfète par courrier daté du 24 mai 2018, pour intégrer le programme ;

Considérant la délibération du conseil communautaire du 19 septembre 2018 approuvant la convention-cadre pluriannuelle Action cœur de ville de Foix 2018-2025 et missionnant un agent contractuel à temps plein à partir du 1er septembre 2018 pour assurer la direction de projet ;

Considérant la signature le 28 septembre 2018 de la convention-cadre Action cœur de ville de Foix et la signature le 24 novembre 2021 de la convention d'opération de revitalisation de territoire multisites valant Opah-RU pour les communes de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard ;

Afin d'assurer l'animation et le suivi du programme Action cœur de ville, L'agglo Foix-Varilhes, en accord avec la commune de Foix, a missionné, à compter du 1er septembre 2018, une cheffe de projet. Le montant estimé de la mission pour la période s'étendant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 est de 63 270,78 €.

A ce titre, il est proposé de solliciter une aide de 50%, soit 31 635 €, auprès de l'Anah au titre de la direction de projet Action cœur de ville de Foix pour l'année 2023.

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE le coût prévisionnel de la mission s'élevant à 63 270,78 € pour l'année 2023 ainsi que le plan de financement prévisionnel sollicitant l'Anah à hauteur de 50% du coût prévisionnel, soit 31 635 €.

Article 2 : PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget à l'article 64111 de l'exercice 2023.

Article 3 : AUTORISE le président à solliciter l'Anah, à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Envoyé en préfecture le 13/09/2023

Reçu en préfecture le 13/09/2023

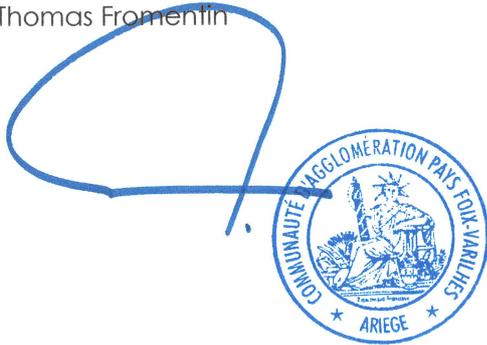
Publié le 13/09/2023

ID : 009-200067791-20230912-2023_DP_090A-DE



Fait à Foix le 12 septembre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/091

Jeunesse / Règlement d'utilisation du skate-park de L'agglo Foix-Varilhes à Foix, boulevard François Mitterrand

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 02 « Solidarités humaines », l'objectif 20 « Déployer l'action jeunesse au plus près des usagers et accompagner l'implication des jeunes dans la société » ;

Vu la délibération n°2022/140 du 16 novembre 2022 portant modification de l'intérêt communautaire, et déclarant le centre culturel Olivier Carol d'intérêt communautaire au 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant que l'ensemble du bâtiment et son assiette foncière (incluant le skate-park), est ainsi mis à disposition de L'agglo Foix-Varilhes ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE ET ADOPTE le règlement d'utilisation du skate-park de L'agglo Foix-Varilhes, boulevard François Mitterrand à Foix.

Article 2 : PRÉCISE que ledit règlement fera l'objet d'un affichage sur site et au pôle jeunesse collaboratif.

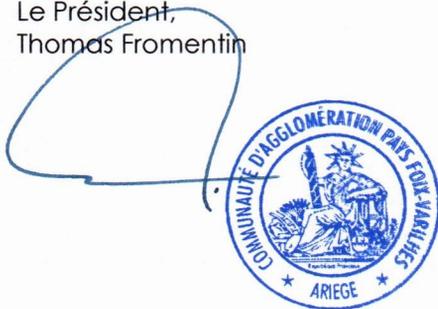
Article 3 : AUTORISE le président, à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 15 septembre 2023

Pour extrait conforme

Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Règlement d'utilisation du skate-park de L'agglo Foix-Varilhes à Foix, boulevard François Mitterrand

En y accédant, les utilisateurs reconnaissent avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter toutes les conditions. Notamment, ils acceptent les risques liés à la pratique des activités autorisées et en assument l'entière responsabilité.

ARTICLE 1- OBJET

Le présent règlement fixe les conditions d'accès et d'utilisation du skate-park de L'agglo Foix-Varilhes sis à Foix, boulevard François Mitterrand.

Cet équipement est propriété de L'agglo Foix-Varilhes et géré par elle.

Le skate-park est d'accès libre et n'est donc pas surveillé.

L'accès à l'équipement est autorisé sous réserve du respect du présent règlement.

L'utilisation du skate-park est réservée uniquement aux pratiquants des disciplines suivantes : skateboard, roller, BMX (propres et sans boue), trottinettes, VTT, patins à roulettes.

L'accès aux espaces attenants au skate-park s'effectue dans le respect des autres utilisateurs et des installations. Le skate-park est constitué d'un ensemble de modules en béton sis sur le parvis du pôle jeunesse collaboratif, boulevard François Mitterrand à Foix.

L'équipement est réalisé selon les normes en vigueur et subit les contrôles techniques et l'entretien prévus par les réglementations applicables. L'agglo Foix-Varilhes ne peut être tenue responsable de tout accident dû à l'utilisation normale ou anormale des équipements mis à la disposition des utilisateurs.

ARTICLE 2- OUVERTURE ET FERMETURE

L'accès au skate-park est libre sauf évènements exceptionnels dûment autorisés par L'agglo.

Afin de préserver la tranquillité des lieux avoisinants, L'agglo se réserve le droit à tout moment de modifier les horaires d'accès pour garantir des conditions de bonne utilisation. Pour la sécurité des personnes, le skate-park ne doit pas être utilisé en cas d'épisode météorologique incompatible avec l'activité pratiquée.

Le skate-park peut être fermé occasionnellement pour différentes raisons : conditions météorologiques, maintenance de l'équipement, travaux, etc.

ARTICLE 3 -ACCES

L'accès est réservé aux pratiquants de plus de 8 ans, sauf lors d'activités encadrées préalablement autorisées par L'agglo par conventionnement. Les enfants plus jeunes devront être accompagnés par une personne majeure responsable.

Sont interdites toutes les activités pour lesquelles l'espace n'est pas destiné : jeux de ballons, véhicules à moteur, piétons, voitures à pédales, tricycles (liste non exhaustive).

Les pratiquants doivent conserver une tenue et un comportement décent et conforme à l'ordre public, sans danger pour soi et pour les autres.

L'accès au skate-park est interdit à toute personne en état d'ivresse, sous l'emprise de stupéfiant ou dont la tenue ou le comportement est susceptible d'être source directe ou indirecte de gêne aux autres usagers.

L'introduction et la consommation de boissons alcoolisées ou de stupéfiants sont interdite.

Il est interdit de dégrader l'équipement, y compris tags et graffitis non formellement autorisés par L'agglo. Il est interdit de jeter des débris sur le skate-park et ses abords enherbés ; des poubelles sont mises à disposition aux abords.

L'introduction de matériaux non fixés est formellement interdite : cônes, palettes, conteneurs, bouteilles, etc.

Les véhicules motorisés sont interdits à l'intérieur du site.

Les règles usuelles de circulation et de priorité sont applicables sur le skate-park, à savoir :

- Attente d'un espace libre pour s'élancer sur un module.
- Evaluation de ses capacités par rapport au niveau requis sur les différents modules.
- Grande prudence de la part de tout utilisateur.

Tout comportement susceptible de générer un risque de blessure à autrui fera l'objet d'une exclusion immédiate.

L'utilisation du skate-park doit se faire en bonne entente avec les autres pratiquants dans le respect des différents niveaux et expériences, mais aussi en observant les règles de politesse.

Les règles de bonne conduite s'imposent à tous, chacun devant veiller à maintenir l'espace en bon état, faire du site un bon usage, conforme à sa destination et s'abstenir de toute pratique pouvant détériorer l'équipement.

Toute anomalie constatée (détérioration, dégâts, obstacles sur les modules ou sur le terrain, l'environnement proche) pouvant présenter un danger ou non devra immédiatement et impérativement être signalée à L'agglo Foix-Varilhes (1A Avenue du Général de Gaulle 09000 Foix).

Il est interdit également sur le site du skate-park :

- De faire pénétrer des animaux.
- De faire du feu, bivouaquer.
- De générer des bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur fréquence ou leur caractère agressif, en particulier ceux produits par les instruments de musique et de percussion et par la diffusion de musique amplifiée, sauf accord explicite dans le cadre d'évènements autorisés ou organisés par L'agglo ou ses partenaires.
- D'introduire et d'utiliser des objets dangereux.

En cas d'infraction à ces interdictions, L'agglo Foix-Varilhes se réserve le droit d'engager toutes poursuites juridiques.

ARTICLE 4- RESPONSABILITES

L'utilisation des installations est sous l'entière responsabilité des utilisateurs, des parents, et accompagnateurs. La pratique s'effectue aux risques et périls des pratiquants. L'agglo Foix-Varilhes décline toute responsabilité pour tous les préjudices que pourraient subir les personnes présentes sur le site et les installations, en particulier en cas d'accident ou de vol.

ARTICLE 5 - ASSURANCE

Il est rappelé que le pratiquant doit obligatoirement avoir souscrit une assurance en responsabilité civile couvrant les dommages matériels et corporels causés à autrui (article 1384 du code civil). Les mineurs sont rattachés à l'assurance de leurs parents.

ARTICLE 6 – DETERIORATIONS / DESORDRES

Si des détériorations ou des situations dangereuses sont constatées, il convient de contacter dans les plus brefs délais le siège social de L'agglo Foix-Varilhes au 05 34 09 09 30.

En cas d'accident, appeler soit :

- Pompiers : 18 ou 112
- Samu : 15 ou 112
- Numéro d'urgence pour les personnes sourdes et malentendantes : 114
- Police secours : 17

ARTICLE 7 – PROTECTIONS

Le port d'équipements de protection individuelle est fortement recommandé pour tous les usagers (casque, protège poignets, coudières, genouillères, gants pour les BMX).

L'absence de ces équipements de protection engage la responsabilité pleine et entière de l'utilisateur.

ARTICLE 8 – MAINTENANCE

Le skate-park peut être fermé occasionnellement dès lors que des opérations de réparation ou des éléments constitueraient un danger pour les pratiquants.

Malgré le passage régulier des services techniques de L'agglo, tout usager est tenu de signaler dans les meilleurs délais toute dégradation observée, afin de prévenir des risques consécutifs et de provoquer les interventions nécessaires.

ARTICLE 9 – APPLICATION ET MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement intérieur est établi par décision du président de L'agglo Foix-Varilhes.

Il peut être modifié par une nouvelle décision.

Le règlement intérieur est affiché dans l'enceinte du skate-park.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/092****Culture/ Convention de partenariat avec le Conseil départemental pour la mise en service et la diffusion du portail numérique départemental de lecture publique**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la convention 2023-2028 entre le Conseil départemental de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes pour la mise en œuvre du second schéma de lecture publique ;

Vu la délibération du 7 juin 2022 de la commission permanente du Conseil départemental approuvant le principe de création du portail numérique départemental de lecture publique ;

Considérant qu'aujourd'hui sept territoires intercommunaux sont organisés en réseau de lecture publique dans le cadre du schéma départemental et que chacun d'eux ainsi que la bibliothèque départementale possède un site web. Accessibles au public et aux professionnels, les catalogues des collections et les ressources numériques y sont entre autres proposés. Cependant le dispositif technique de multiplication et dispersion des accès aux services numériques financés par le Conseil départemental sur chacun des sept sites web des réseaux de lecture ne permet pas une gestion fluide des services et leur enrichissement. Il manque une plate-forme d'accès clairement identifiable pour mettre à disposition des usagers ces ressources numériques. En concertation, les réseaux de lecture et la BDA ont élaboré la mise en place d'un portail départemental de lecture publique. Il aura pour objectif la mise à disposition des publics d'une nouvelle offre numérique plus riche et plus adaptée aux nouveaux usages ;

Considérant qu'il convient de procéder à la signature de la convention qui a pour objet de fixer les termes du partenariat entre le Conseil départemental et L'agglo Foix-Varilhes pour sa participation au portail numérique départemental de lecture publique. Elle précise notamment l'engagement du département à financer les ressources numériques nécessaires au fonctionnement du portail numérique départemental et en contrepartie L'agglo Foix-Varilhes participe à la constitution et au renouvellement du fonds de livres numériques à hauteur annuelle de 0,10 centimes d'euro par habitant ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** la convention de partenariat avec le Conseil départemental de l'Ariège pour la mise en service et la diffusion du portail numérique départemental de lecture publique.

Article 2 : **DÉCIDE** de signer la convention de partenariat pour la mise en service et la diffusion du portail numérique départemental de lecture publique pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 60-65 du budget principal de l'exercice.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023

Reçu en préfecture le 25/09/2023

Publié le 25/09/2023

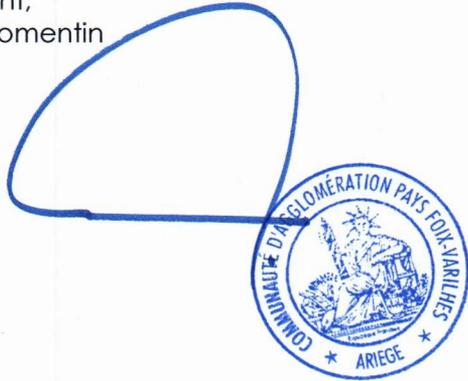
ID : 009-200067791-20230921-2023_DP_092-DE



Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 21 septembre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE
LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ARIEGE
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS FOIX-VARILHES**

Mise en service et diffusion du portail numérique départemental de lecture publique

Entre :

- **Le Conseil Départemental de l'ARIEGE**, dont le siège est en l'Hôtel du Département, 5, rue du Cap de la Ville - 09000 FOIX, représenté par **Madame Christine TEQUI**, en sa qualité de Présidente du Conseil Départemental de l'ARIEGE.

D'une part.

Et

- **La Communauté d'Agglomération Pays FOIX-VARILHES** dont le siège est situé 1 A avenue du Général de Gaulle - 09000 FOIX représentée par **Monsieur Thomas FROMENTIN** en sa qualité de Président.

D'autre part.

Vu la délibération du 7 juin 2022 de la Commission Permanente du Conseil Départemental approuvant le principe de la création du portail numérique départemental de lecture publique,

Préambule

Dans un contexte d'évolution rapide des outils informatiques, Internet a désormais atteint toutes les sphères de la société : e-administration, arts numériques, édition en ligne, enseignement à distance, commerce, expositions virtuelles, blogs, ...

Être à l'écoute de ces nouvelles pratiques culturelles, mettre en œuvre des propositions multimédia adaptées, cela contribue à modifier l'image des bibliothèques et à accroître leur audience.

Aujourd'hui, sur huit territoires intercommunaux, sept sont organisés en réseaux de lecture publique dans le cadre de conventionnements pour la mise en œuvre du second schéma départemental de lecture publique. Ce sont, hormis la Communauté de communes du Pays d'Olmes, les Communautés de communes Arize Lèze, Couserans Pyrénées, de la Haute Ariège, du Pays de Mirepoix, du Pays de Tarascon, d'Ariège Pyrénées et la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes.

Ces sept réseaux intercommunaux de lecture publique de l'Arriège Départementale de l'ARIEGE – BDA - ont chacun leur site web.

Ces sites sont autant de ressources pour le public et des outils de travail pour les professionnels. Deux ressources fondamentales y sont notamment proposées : les catalogues des collections et des services numériques. Cependant le dispositif technique de multiplication et dispersion des accès aux services numériques financés par le Conseil Départemental sur chacun des sept sites web des réseaux de lecture ne permet plus une gestion fluide des services et surtout leur enrichissement.

Il manque une plate-forme d'accès clairement identifiable, ergonomique et intuitive pour mettre à disposition des usagers ces ressources numériques.

La BDA et les responsables des réseaux intercommunaux ont étudié ensemble la faisabilité d'un projet de portail départemental de lecture publique.

Le Conseil Départemental a adopté le principe de création d'un portail web départemental de la lecture publique.

Ce projet s'inscrit absolument dans la dynamique numérique impulsée par le plan très haut débit (THD) mis en œuvre par le Conseil Départemental. Le développement du THD en Ariège permet de se projeter vers la mise à disposition des publics d'une nouvelle offre numérique, plus riche et plus adaptée aux nouveaux usages. En effet, le basculement vers le numérique de nos sociétés doit être absolument accompagné par les services publics, afin de renforcer leur présence dans l'univers virtuel et d'enrichir les services aux publics.

La dimension collaborative du projet

Dès son origine, le projet s'est voulu collaboratif : un groupe de travail coordonné par la BDA et constitué des responsables des réseaux de lecture accompagnés des personnels responsables du numérique dans leurs équipes se sont réunis régulièrement pour étudier les choix à proposer et les modalités de mise en œuvre et d'administration du portail.

Ce projet est ainsi une opportunité pour créer un socle de partenariat de travail réunissant tous les réseaux de l'ARIEGE.

La création d'un fonds de livres numériques sera une première collaboration : des acquisitions concertées permettront de créer un fonds qui devra ensuite, comme une collection de livres physiques être renouvelé régulièrement. Les bibliothécaires travailleront ensemble pour constituer et renouveler cette collection proposée en ligne sur le portail.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les termes du partenariat entre le Conseil Départemental de l'ARIEGE et la Communauté d'Agglomération Pays Foix-Varilhes pour sa participation au portail numérique départemental de lecture publique.

ARTICLE 2. MODALITES DE PARTICIPATION

Egal accès aux services numériques :

Les usagers des bibliothèques auront accès sur ce portail aux services numériques financés par le Conseil Départemental, ce portail sera pour les usagers la porte d'entrée unique à ces services numériques.

Cette offre sera diversifiée : presse, vidéo à la demande, ressources musicales, programmes d'auto-formation, livres numériques.

Fédération des catalogues :

Ce portail permettra la fédération des catalogues des bibliothèques de l'ARIEGE : les usagers pourront y interroger simultanément les catalogues des bibliothèques participantes : avec une seule requête, ils auront une visibilité sur la localisation des documents dans toutes les bibliothèques participantes.

Toutefois, les catalogues ne sont pas fusionnés en un seul, chaque collectivité conservant son propre catalogue.

Les EPCI sont libres de participer ou pas à ce catalogue fédéré et pourront l'intégrer à tout moment.

Pages web dédiées ou « site dédié » :

Les EPCI qui le souhaitent peuvent disposer de pages web dédiées sur le portail : un « site dédié » personnalisable.

L'utilisation de cette option permet aux collectivités de ne plus administrer d'autres sites web pour leurs réseaux de lecture.

Dans le cas où elles n'utilisent pas cette option et conservent un site web pour leur réseau de lecture, l'accès aux ressources numériques se fait via un lien renvoyant au portail numérique départemental.

Par conséquent, trois niveaux de participation sont possibles pour les Communautés de Communes et d'Agglomération selon leurs choix d'utilisation de ces options :

Pour tous les niveaux, l'accès aux services numériques financés par le Conseil Départemental se fait sur le portail numérique départemental. Ceci est un « dénominateur commun » à tous les niveaux de participation.

La participation au catalogue fédéré et l'utilisation de la fonction « site dédié » sont des options.

Niveau 1 :

Participation au catalogue fédéré : OUI.

Utilisation de la possibilité de pages dédiées « site dédié » : OUI.

Niveau 2 :

Participation au catalogue fédéré : OUI.

Utilisation de la possibilité de pages dédiées « site dédié » : NON.

Niveau 3 :

Participation au catalogue fédéré : NON.

Utilisation de la possibilité de pages dédiées « site dédié » : NON.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE L'EPCI

La Communauté d'Agglomération Pays FOIX-VARILHES choisit le niveau de participation (*indiquer ici le niveau choisi*)... 1...

La Communauté d'Agglomération Pays FOIX-VARILHES s'engage à :

- Respecter le principe fondamental de l'accès aux ressources numériques financées par le Conseil Départemental sur le portail numérique départemental exclusivement.
- Participer à la constitution et au renouvellement du fonds de livres numériques à hauteur annuelle de 0,10 centimes d'euro/habitant, ce montant pouvant être compris au sein de son budget d'acquisition collections annuel.
- Prendre en charge les éventuels coûts d'installation de web services et de leurs maintenances annuelles.

- Identifier un professionnel, interlocuteur de la bibliothèque du déploiement et de la coordination des services numériques de lecture.
- Elle s'engage pour ses techniciens à :
 - La participation au comité de pilotage
 - La participation aux formations dédiées au projet, et à la sensibilisation de l'ensemble du personnel en suivant
 - La collaboration avec la bibliothèque départementale pour l'intégration technique et les modalités d'accès depuis les environnements numériques de la bibliothèque
- Présenter les services numériques dans ses documents de communication, dont le règlement intérieur du réseau de lecture, en mentionnant leurs modalités d'accès et les quotas autorisés le cas échéant.
- Inciter les usagers à la découverte et à l'appropriation des ressources via des actions régulières de sensibilisation et d'information (dépliants, messages d'information, ateliers de découvertes),
- Assurer l'observation des usages du public, prise en compte des remarques des usagers, et production de documents synthétiques d'évaluation par le comité de pilotage

ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil Départemental s'engage à :

- Fournir la solution logicielle pour le portail numérique départemental de lecture publique
- Financer les ressources numériques nécessaires au fonctionnement du portail numérique départemental
- Concernant les livres numériques, il prend en charge l'abonnement annuel au service et participe à la constitution du fonds à hauteur de 2000 euros par an à l'échelle globale.
- Fournir les outils de communication de l'opération,
- Accompagner les bibliothèques du réseau lors du lancement de l'opération auprès du public

ARTICLE 5. COMMUNICATION

Lors de toute communication écrite, orale ou en ligne, au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative aux services numériques, la Communauté d'Agglomération Pays Foix-Varilhes s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport du Conseil Départemental de l'ARIEGE (logo du Département et visuel de l'opération sur les documents d'information).

ARTICLE 6. MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Un comité de pilotage, réuni une fois par an, est chargé dans un premier temps du suivi de la mise en œuvre du portail, puis de l'évaluation des usages des services numériques, puis chargé de faire des propositions d'évolution de ces services, sera mis en place dès signature des conventions de partenariat. Ce comité de pilotage évaluera et proposera notamment des modalités d'administration du portail et des « site dédié ».

Ce comité de pilotage sera constitué du responsable des services numériques de la BDA et des référents pour ce projet de chaque réseau de lecture participant.

Il évaluera chaque année le niveau d'appropriation et les usages des ressources par les usagers. Les résultats et propositions sont présentés en comités de pilotage annuels des réseaux de lecture, réunis dans le cadre du dispositif du second schéma départemental de lecture publique.

ARTICLE 7. DUREE DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention est passée pour une durée de 5 années à compter de sa date de signature.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

La présente convention peut être unilatéralement résiliée par les signataires si les engagements de chacun ne sont pas respectés.

La résiliation prend effet un mois à compter de la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure et restée vaine.

ARTICLE 9. MODIFICATIONS

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenants.

ARTICLE 10. VOIES DE RECOURS

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Toulouse, suivant le respect de la procédure administrative, après échec d'une tentative de règlement amiable.

La présente convention est signée en deux exemplaires originaux.

A FOIX le 21 .09 . 2023

Pour le Département de l'ARIEGE,

La Présidente du Conseil Départemental,

Christine TEQUI

Pour la Communauté d'Agglomération Pays FOIX-VARILHES,

Le Président,

Thomas FROMENTIN



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/093

Systèmes d'information / Équipement audio/vidéo de la salle de réunion de l'extension du pôle de services

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité d'équiper la salle de réunion de l'extension du pôle de services d'une solution audio/vidéo et visioconférence ;

Considérant la consultation lancée sur le profil acheteur www.marches-publics.info le 5 juillet 2023 et sur la Dépêche du midi le 6 juillet 2023 ;

Considérant la date limite de remise des offres fixée au 28 août 2023 ;

Considérant les propositions remises par les sociétés : LCD VISION, UBIC, TRIAXE et ABAQUES ;

Considérant l'analyse des offres et la proposition de classement ;

Considérant que l'offre proposée par l'entreprise LCD VISION est conforme aux attentes de L'agglo Foix-Varilhes ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE l'offre la mieux disante au vu des critères prédéterminés, à savoir celle de la société LCD VISION, pour un montant de 24 637,96 € HT, soit 29 565,55 € TTC.

Article 2 : PRÉCISE que les crédits correspondants sont prévus à l'article 2183 du budget principal 2023.

Article 3 : AUTORISE le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 27 septembre 2023

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/094****Ressources humaines / mise à disposition d'une partie du service école de musique à la commune de Ferrières-sur-Ariège**

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L5211-4-1 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.512-6 à L.512-17 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu l'avis favorable du comité technique de L'agglo Foix-Varilhes, en date du 4 juillet 2017, portant accord de principe quant à la mise à disposition de service de l'école de musique intercommunale ;

Considérant le partenariat entre l'école de musique de L'agglo Foix-Varilhes et les écoles présente un intérêt mutuel tant pour promouvoir la pratique artistique musicale que pour en faciliter l'accès et la découverte aux enfants.

Considérant la demande de monsieur le Maire de la commune de Ferrières-sur-Ariège, de bénéficiaire d'intervention musicale au sein de l'école Simone Veil ;

Considérant que la convention définit les modalités des interventions en milieu scolaire et périscolaire à l'exclusion des missions liées à la convention « Orchestre à l'école » qui font l'objet d'un conventionnement particulier.

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE la mise à disposition d'une partie du service école de musique à hauteur de 3 h par semaine auprès de la mairie de Ferrières-sur-Ariège, pour l'année scolaire 2023-2024, potentiellement renouvelée pour deux années scolaires en sus, de manière expresse ;

Article 2 : DÉCIDE de signer la convention de mise à disposition et tout autre document nécessaire à l'exécution de la présente décision et à prendre toute disposition y concourant ;

Article 3 : PRÉCISE que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice 2023 au titre de l'année 2023, et le seront au budget principal de l'exercice 2024, au titre de l'année 2024 ;

Article 4 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 2 octobre 2023

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Entre les soussignés,

La Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes, représentée par son Président dûment habilité, ci-après dénommé « L'agglo Foix-Varilhes »

Et

La commune de Ferrières-sur-Ariège, représentée par son Maire, ci-après dénommé "la structure d'accueil",

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-4-1, permettant la mise à disposition de service au sein d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), et l'article D5211-16, définissant les modalités financières.

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes,

Préambule :

Le partenariat entre l'école de musique de L'agglo Foix-Varilhes et les écoles présente un intérêt mutuel tant pour promouvoir la pratique artistique musicale que pour en faciliter l'accès et la découverte aux enfants.

La présente convention définit les modalités des interventions en milieu scolaire et périscolaire à l'exclusion des missions liées à la convention « Orchestre à l'école » qui font l'objet d'un conventionnement particulier.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Après avoir informé les organes délibérants concernés par la présente convention, L'agglo Foix-Varilhes met à disposition de la structure d'accueil une partie du service « Ecole de musique intercommunale » pour du temps consacré à des activités scolaires ou périscolaire auprès de la structure d'accueil.

Le service assurera les missions répondant aux objectifs généraux suivants, dans le cadre d'un projet pédagogique cohérent avec un projet d'école et/ou un projet de classe :

- Associer les compétences des professeurs des écoles et de l'école de musique dans un projet commun d'apprentissage de la musique
- Donner aux élèves des moyens d'expression artistique, vocale et instrumentale
- Développer la sensibilité musicale et l'imagination créatrice
- Favoriser la découverte des différents instruments
- Former le goût musical
- Favoriser les restitutions publiques des ateliers et des projets.

Une part de ces objectifs peut également concerner des interventions sur du temps périscolaire. Dans ce cadre précis, le service répondra à des missions en cohérence avec le Projet Educatif Territorial (PEDT) de la structure d'accueil.

La mise à disposition concerne l'ensemble des agents territoriaux du service susdit, titulaires, stagiaires ou en contrat de droit public, répondant aux qualifications en vigueur d'enseignant de musique. Le choix de l'agent mis à disposition revient au Directeur du service.

La mise à disposition porte également sur les matériels de travail, notamment les instruments de musique nécessaires au bon fonctionnement de ces missions.

La présente mise à disposition du service, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La présente convention est prévue pour une durée de **36 semaines**, à compter de la **rentrée scolaire de septembre 2023**, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse pour la durée de l'année scolaire suivante, à raison de deux fois.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la structure d'accueil pour la durée de la convention, durant les plages horaires fixées par un planning d'intervention fixé en amont, par classe, pour chaque année scolaire.

Ils sont placés, durant l'exercice de ces fonctions, sous le représentant de la structure d'accueil citée en en-tête de la présente convention. Ce dernier adresse directement au Directeur de service et à la Directrice de pôle de L'agglo Foix-Varilhes, les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Aussi, il contrôle l'exécution des tâches.

Le président de L'agglo Foix-Varilhes est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le président de L'agglo Foix-Varilhes, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la structure d'accueil.

L'ensemble des agents dont les fonctions sont « Enseignant de musique » et qui répondent aux exigences diplômantes en vigueur, sont concernés par cette situation.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION

Les conditions d'exercice des fonctions mises à disposition au sein de la structure d'accueil sont établies par elle, dans la limite des besoins exprimés par l'école.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par L'agglo Foix-Varilhes, lequel prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe la structure d'accueil qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite. L'agglo Foix-Varilhes délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la structure d'accueil si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

L'agglo Foix-Varilhes verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (*traitement et, le cas échéant, supplément familial de traitement, primes et indemnités*), y compris le remboursement de frais kilométriques si l'école est située à l'extérieur de la structure d'accueil de leur résidence administrative, soit l'école de musique de Varilhes. En revanche, toute demande exceptionnelle d'intervention, engageant des frais et sujétions aux agents, sera prise en charge par la structure d'accueil, selon les règles en vigueur en son sein.

ARTICLE 5 : MISE À DISPOSITION DES BIENS MATERIELS

Les biens affectés au service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par L'agglo Foix-Varilhes, même s'ils sont mis à la disposition de la structure d'accueil.

Les instruments de musique, possédés par la structure d'accueil, peuvent être, sur autorisation de la structure d'accueil, utilisés par les agents du service mis à disposition. Ils restent l'entière propriété de la structure d'accueil.

ARTICLE 6 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT

Conformément à l'article L5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de L'agglo Foix-Varilhes au profit de la structure d'accueil fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Conformément à l'article D5211-16 du CGCT, le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (ici, exprimé en heures).

La détermination du coût unitaire horaire prend en compte la prévision d'utilisation du service mis à disposition, exprimée en unité de fonctionnement, ce, sur une année scolaire entière.

Le coût unitaire horaire comprend exclusivement les charges de personnel liées au bon fonctionnement du service, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses connues en ce début d'année 2023, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du travail préparatoire du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire horaire est fixé à **40€**. Ce montant est révisable annuellement, cette périodicité s'entendant sur un rythme d'année scolaire du fait de la nature des interventions du service.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Le coût unitaire est porté à la connaissance de la structure d'accueil, chaque année, avant la date d'adoption du budget. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance de la structure d'accueil dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention.

ARTICLE 7 : TEMPS MIS A DISPOSITION

L'école de musique intercommunale est, à ce jour, en capacité de mettre à disposition un maximum de 80 heures auprès des communes membres ou syndicats à vocation éducative.

A la signature de la présente convention, le nombre prévisionnel d'unités de fonctionnement s'établit à hauteur de **3 heures** de service rendu par semaine, toutes interventions communales confondues.

Le remboursement intervient annuellement, en juillet, après clôture de l'année scolaire, sur la base d'un état indiquant la liste des recours au service convertis en unité de fonctionnement.

ARTICLE 8 : DISPOSITIF DE SUIVI

Est mis en place un comité de suivi, composé de l'élu chargé de la culture à L'agglo Foix-Varilhes, des élus en charge des affaires scolaires et culturelles à la structure d'accueil, du Directeur de l'école de musique, du/des Directeurs des écoles, du Directeur des affaires scolaires de la structure d'accueil, de la coordinatrice pédagogique des temps périscolaires et de la directrice du pôle culture de L'agglo Foix-Varilhes.

Il se réunit une fois par an, en fin d'année scolaire, fin mai ou début juin selon les disponibilités des membres.

L'instance de suivi est créée pour :

- Estimer les résultats qualitatifs du service rendu l'année écoulée ;
- Recueillir les besoins de l'année à venir ;
- Etre force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre L'agglo Foix-Varilhes et la structure d'accueil.

ARTICLE 9 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Durant la mise à disposition du service, les agents concernés agiront sous la responsabilité de la structure d'accueil. Les sommes exposées au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 6 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

ARTICLE 10 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

Elle peut également prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un préavis de 3 mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus par les prestataires mis à disposition sont automatiquement transférés à la structure d'accueil pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la communauté, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 11 : LITIGES

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Toulouse, dans le respect des délais de recours.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS TERMINALES

La présente convention sera :

- Notifiée aux intéressés,
- Transmise, accompagnée de l'arrêté de mise à disposition, au Représentant de l'Etat

Ampliation sera adressée au :

- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à Foix, le 20/09/2023, en deux exemplaires

Pour L'agglo Foix-Varilhes,
Le président,
Thomas Fromentin

Pour la structure d'accueil,
Le maire,
Paul Hoyer



RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/095

Ressources humaines / Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un contrat collectif à adhésion obligatoire en matière de prévoyance

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu l'accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité de se doter d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un contrat collectif à adhésion obligatoire en matière de prévoyance ;

Considérant la spécificité de la protection sociale complémentaire en matière de prévoyance ;

Considérant l'offre de la société ACE Consultants ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **APPROUVE** la proposition de la société ACE Consultants pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage à la passation d'un contrat collectif à adhésion obligatoire en matière de prévoyance, d'un montant de :

- Pour l'ensemble de la mission incluant deux déplacements : 5 300 € HT.
- Déplacement supplémentaire : 350 €.

Article 2 : **PRÉCISE** que les crédits correspondants sont prévus à l'article 6226 du budget principal 2023.

Article 3 : **AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 9 octobre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Envoyé en préfecture le 11/10/2023

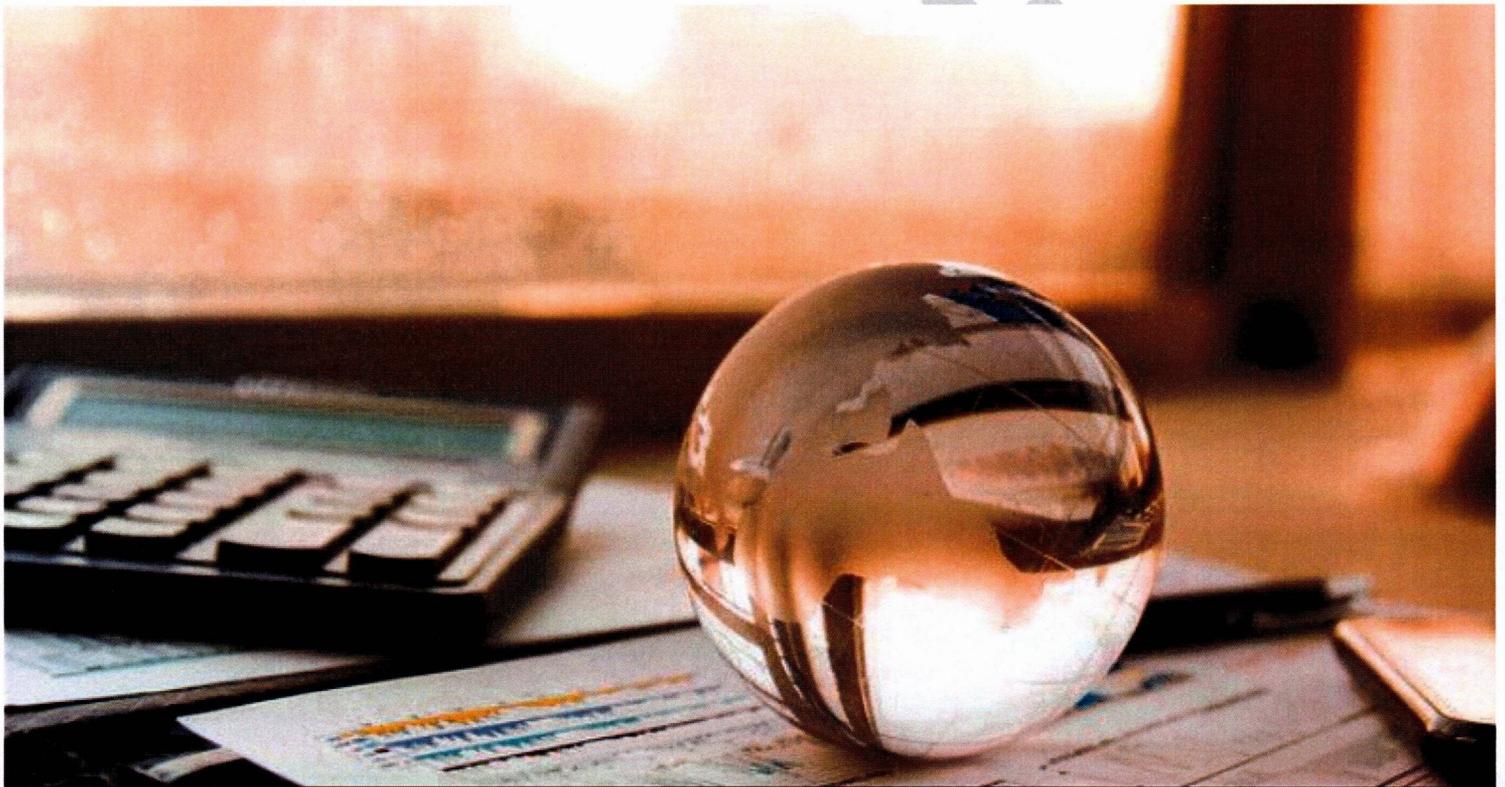
Reçu en préfecture le 11/10/2023

Publié le 11/10/2023

ID : 009-200067791-20231009-2023_DP_095-DE



CONVENTION DE CONSEIL EN ASSURANCE



Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes
1A Av. du Général de Gaulle, 09000 Foix

A.C.E. Consultants

Audit Conseil et Expertise en assurance des Collectivités et Entreprises

42, Bd Calmette - B.P. 10191 - 30401 VILLENEUVE LEZ AVIGNON Cedex

T. 04 90 27 58 10

courriel : contact@aceconsultants.fr - www.aceconsultants.fr



Compagnie Nationale des Services
de Conseil en Risques & Assurances



PREAMBULE

Par suite de la parution de l'ordonnance 2021-175 du 17-2-2021 et du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales, la **Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes** souhaite appréhender au mieux les possibilités qui se présente afin de répondre à la future obligation de mise en place de régime « prévoyance ».

A ce titre, la Communauté d'agglomération souhaite s'attacher les services d'un cabinet conseil indépendant et spécialisé dans le domaine de l'assurance de la protection sociale.

Le cabinet ACE Consultants se propose d'accompagner la Communauté d'agglomération sur toutes questions juridiques, techniques et assurancielles mais également sur les questions sociales inhérentes à la négociation et à la définition de garanties efficaces.

Pour ce faire, la méthodologie de travail du cabinet ACE consultants est décrite ci-après. Elle pourra bien évidemment être adaptée ou modifiée en fonction des souhaits et contraintes de l'établissement.



INTERLOCUTEURS DEDIES



M. Laurent ROQUIER (laurent.roquier@aceconsultants.fr – 06.17.67.36.15)
 Expert ingénierie sociale, spécialiste en complémentaire santé et prévoyance.

Expérience précédente comme responsable réseau et responsable grands comptes au sein d'un groupes mutualiste.



M. Maxime COSNARD (maxime.cosnard@aceconsultants.fr – 06.07.33.17.34)
 Expert ingénierie sociale, spécialiste en complémentaire santé, prévoyance et retraite supplémentaire.

Expérience précédente en tant que responsable grands comptes du marché collectif en compagnie d'assurance de 1er plan.



M. Benoît POUPIN (benoit.poupin@aceconsultants.fr – 07.56.22.96.20)
 Consultant Junior en Santé, prévoyance et retraite

L'équipe est constituée de 2 consultants ayant plus de 10 ans d'expérience Laurent ROQUIER et Maxime COSNARD et d'un consultant « junior » Benoît POUPIN.

Au-delà des courriels et téléphones portables des consultants, nous vous désignons une correspondante administrative **Anne Marie LE BRISSE**.

Un serveur informatique est partagé au sein de la société : ainsi, chaque consultant a accès immédiatement aux travaux réalisés par son collègue. (*notamment en cas d'absence*).

Nous ouvrirons un dossier sous notre serveur permettant **un travail collaboratif**. Vous pourrez à la fois y déposer des documents, mêmes volumineux, mais également accéder au dossier de travail, modifier et consulter les documents actualisés.

Le fonctionnement en équipe et l'utilisation de cet outil assure une continuité du service.

Vos interlocuteurs sont salariés du cabinet (absence de sous-traitance).

Le secrétariat d'ACE Consultants est ouvert toute l'année (hors week-end, jours fériés et fermeture exceptionnelle). Nous nous organisons pour qu'au moins un membre de l'équipe constituée soit toujours disponible.



Notre implication dans les dossiers, notre connaissance du marché et la reconnaissance technique de notre travail par les opérateurs, nous permettent de vous garantir le meilleur accès possible à la concurrence, avec des conditions financières et techniques optimisées et étendues.

Nous insistons sur la compétence et l'expérience des consultants proposés.

Tous disposent d'une expérience dans le domaine de la prévoyance et de la complémentaire santé, notamment envers les Collectivités publiques, les Etablissements publics, les OPH etc. Ils ont donc une réelle expertise dans ce domaine ainsi que dans l'accompagnement social.



PRECISIONS SUR NOS PRESTATIONS

La mission se décompose en différentes phases. A noter que durant cette période, A.C.E. Consultants sera à vos côtés afin de :

✓ **Vous faire bénéficier de notre Expertise :**

- Par notre connaissance affirmée de la négociation sociale (**voir ci-dessous**).
- Par notre maîtrise de la législation dans le domaine de la prévoyance.
- Par notre solide expérience dans la mise en concurrence.
- Par notre souci de bien réaliser la phase d'étude préalable.

✓ **Vous Conseiller :**

- Conseils sur les Avantages / Inconvénients sur les différentes possibilités de garanties.
- Conseil auprès de la Communauté d'agglomération dès que celle-ci en fait la demande.
- Conseil sur des problématiques immédiates ou conseils sur une vision à plus long terme de la politique de protection sociale des agents.

✓ **Vous Assister dans l'accompagnement social durant la mission :**

- Votre consultant sera disponible pour animer/participer à des réunions avec le groupe de travail et les représentants du personnel.

Par expérience, nous pouvons intervenir afin de :

- Promouvoir l'action de la Communauté d'agglomération à destination de son personnel.
- Proposer des garanties homogènes.
- Répondre aux interrogations des participants.
- Justifier les choix opérés.

Le secteur de la couverture sociale est beaucoup plus dynamique qu'il y a quelques années. Cela apporte des avantages (plus grande concurrence au bénéfice des acheteurs) mais aussi quelques difficultés rencontrées dans le respect des engagements contractuels dans le temps.

Nous connaissons parfaitement l'état du marché.

Nous pourrions apporter des conseils en matière de participation de l'employeur.

Nous serons amenés à vous sensibiliser sur les enjeux quant à la pérennisation de la procédure en place ou à venir.



PHASE 1 – DEFINITION DU BESOIN

Les conclusions ressortant du groupe de travail et de la Direction de la Communauté d'agglomération permettront de conforter les orientations relevées et discutées et d'aborder nombre de préconisations :

- Les plans de prestations et de garanties constitués,
- La définition des personnes assurées (titulaires, contractuels etc).
- L'assiette de cotisation (traitement brut ; NBI, RI etc).
- Le niveau.

Nous arrêterons définitivement certains engagements à exiger des candidats dans le cadre du dossier de consultation soit :

- **L'engagement réclamés aux candidats relatif au tarif :**
 - respect des modalités prévues par les textes toujours en cours (*taux unique quel que soit l'âge et l'état de santé de l'agent*) et par les textes récemment parus et à paraître.
 - Maintien des taux de cotisation sur 2 à 3 ans (*afin d'éviter une offre anormalement basse ...*).
- **La déclinaison des modalités de gestion et de fonctionnement de chaque contrat, notamment :**
 - Création d'un comité de pilotage composé de l'interlocuteur dédié de l'assureur, des responsables désignés par la Communauté d'agglomération et de vos consultants (*notamment lors du 1^{er} comité*). Ce comité aura pour mission :
 - De préparer l'information des agents (*modalité d'adhésion – édition des notices d'information – préparation des réunions d'information du personnel dont le nombre aura été appréhendé dans l'acte d'engagement*) ;
 - De suivre la mise en place du contrat, en respect de l'acte d'engagement.
 - D'analyser chaque année les résultats techniques et de prévoir les mesures permettant une meilleure maîtrise de la consommation (en complémentaire santé) ou de l'absentéisme (en prévoyance), notamment par la mise en place d'actions de prévention.
 - Préavis de résiliation : **Fixation d'un préavis de 6 mois** pour l'assureur permettant de relancer une nouvelle consultation, si cela s'avérait nécessaire.



PHASE 2 – CONSTITUTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

CONSTITUTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'élaboration du dossier de consultation se fera **en associant les interlocuteurs** des services de la Communauté d'agglomération en charge de ces questions. L'objectif recherché consistant dans leur implication dans les choix opérés et une meilleure appropriation de leur contenu.

P Rédaction des documents de consultation :

Nous proposerons un dossier de consultation complet composé des éléments suivants :

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Nous rédigeons des clauses qui vous permettront de disposer de couvertures larges et complètes. Ces clauses devront être acceptées ou amendées par les candidats (*par le biais d'une note de réserves*). L'élaboration des C.C.P. se fera **en associant les interlocuteurs** des services. L'objectif recherché est une implication dans les choix opérés et une meilleure appropriation de leur contenu.

ACTE D'ENGAGEMENT ou DOSSIER D'OFFRES

L'acte d'engagement (ou dossier d'offres) intégrera, outre la déclinaison du candidat les points importants de son engagement :

- L'acceptation des clauses particulières et les réserves éventuelles ;
- Un bordereau détaillé de prix unitaires ;
- Une note de gestion ;

REGLEMENT DE CONSULTATION

Nous préciserons les points spécifiques à la procédure de consultation et rappellerons notamment les modalités de présentation des offres, conformes à vos propres dispositions.

Des critères de notation des offres et une méthodologie précise vous seront proposés et discutés avec des exemples pratiques.

Une fiche récapitulative des pièces spécifiques tant pour la candidature que pour l'offre sera rédigée.

Nous collaborerons à la rédaction de l'annonce légale, selon la procédure en vigueur et apporterons toutes les indications nécessaires relative à la consultation.



PHASE 3 – ANALYSE DES OFFRES

ANALYSE DES OFFRES

Nous proposerons à la Communauté d'agglomération **des projets de réponses aux questions posées par les candidats** en cours de consultation.

Nous nous interdisons tout contact avec un candidat en cours de consultation, toute demande qui serait reçue serait directement renvoyée vers le service compétent de la Communauté d'agglomération. Ces réponses sont apportées sous 24 heures.

La vérification des conditions de réception des offres, signatures (dématérialisation) sera assumée par la Communauté d'agglomération.

Probablement, comme actuellement (commande publique et convention de participation), l'examen détaillé des candidatures pourra s'effectuer après l'analyse des offres afin de ne pas réclamer des pièces à des candidats non retenus.

Nous réalisons un rapport de détaillé des offres faisant apparaître conformément aux dispositions prévues au règlement de la consultation (notamment pour chaque lot) :

- Acceptation des clauses particulières,
- Acceptation du tableau des prestations / garanties,
- Note éventuelle de réserves,
- Tableau de synthèse des prix,
- Conditions de pérennisation du tarif,
- Respect des critères prévus par le décret de 2011.
- Modalités de gestion,
- Classement des offres.

Chaque étape fait l'objet d'un commentaire.

Si cela s'avère nécessaire, nous proposerons une rédaction des demandes de précisions à adresser aux candidats.

Structuration du Rapport d'Analyse des Offres

- ✓ Rappel de l'existant (cotisation, franchises, garanties, titulaire) ;
- ✓ Liste des candidats
- ✓ Examen de la valeur technique (acceptation du CCP et du tableau des garanties) ;
- ✓ Tableaux de synthèse des prix ;
- ✓ Conditions de pérennisation du tarif ;
- ✓ Critères spécifiques (décret de 2011) ;
- ✓ Modalités de gestion ;
- ✓ Classement des offres.



En cas d'infructuosité, nous procéderons à la mise en œuvre d'une procédure complémentaire telle que définie par les textes (notamment procédure négociée). Notre connaissance du marché et des opérateurs permet de limiter considérablement les risques d'une absence d'offre.



PHASE 4 – ASSISTANCE APRES LE CHOIX DU PRESTATAIRE

ASSISTANCE APRES LE CHOIX DU PRESTATAIRE

L'assistance portera sur les points suivants :

- ✓ Vérification de la mise en place effective du comité de pilotage ;
- ✓ Détermination des procédures de mise en place des garanties (note de couverture...) ;
- ✓ Assistance à la rédaction des courriers de rejet et des courriers de notification ;
- ✓ Assistance technique par rapport aux demandes de renseignements complémentaires formulées par les candidats non retenus
- ✓

Il s'agira également d'obtenir du candidat retenu :

- ✓ La désignation de correspondants dédiés.
- ✓ La validation du rétroplanning avant l'effet du contrat (comportant notamment les réunions d'information des agents).
- ✓ La confirmation du plan de communication.
- ✓ La remise de supports de présentation à distribuer aux agents.
- ✓ La participation effective aux réunions de présentation aux agents (le candidat retenu assistera les agents afin de résilier leurs contrats personnels en cours).
- ✓ La gestion des adhésions / précompte entre l'organisme retenu et l'établissement.
- ✓ La mise en place de moyens de prévention des risques.



CALENDRIER

Dès notification, en fonction des engagements ci-dessus, nous déterminerons avec les responsables du groupe de travail et en respectant les contraintes de la Communauté d'agglomération un calendrier précis avec des dates « butoir » pour chaque phase.



CONDITIONS FINANCIERES

Notre charte professionnelle nous interdit toute forme de rémunération autre que les honoraires versés.

Les interventions d'A.C.E. Consultants déclinés ci-dessus seront réalisées dans les conditions financières suivantes. Elles sont forfaitaires y compris l'ensemble des coûts matériels à la mission :

INTERVENTIONS	PRIX HTVA
Pour l'ensemble de la mission (dont 2 déplacements)	5 300 €
Réunions en visioconférence ou téléphone nécessaires avec les services, la direction et les représentants du personnel :	Non facturées
PLUS-VALUES (facultatives) :	
Déplacement supplémentaire	350 €

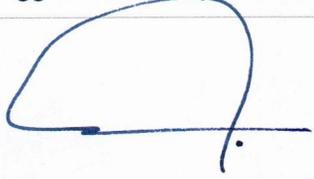
(* En cas de déplacement demandé par vos services, il sera dû la rémunération forfaitaire ci-dessus par déplacement. Toute journée commencée en vos locaux est considérée comme un déplacement.

Modalités de facturation :

30 % à la notification / 50 % à la validation du rapport d'analyse des offres / 20% à la date de mise en place de la convention ;

Pour les déplacements, règlement à service fait.

La présente convention prend effet à la date de notification à ACE consultants de l'accord de la Communauté d'agglomération et a pour terme la réalisation de la dernière des missions prévues ci-avant.

Fait à Foix	En date du 11.10.2023
Pour la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes	Pour A.C.E Consultants - Ralph COSNARD
 	

S.A.R.L. capital 100.000 € - N° SIRET 440.933.927 RCS Nîmes - N° ORIAS 07023410 (www.orias.fr) – TVA FR86440933927.

Société exerçant dans le cadre des articles L521-2-II-1-c & L521-2-II-2-a du Code des Assurances, n'étant pas autorisée à encaisser de fonds destiné à payer ou rembourser des cotisations d'assurance ou à l'indemnisation d'un sinistre. Assurance de responsabilité civile professionnelle conforme aux articles L.512-6 R.512-14 & A.512-4 du Code des Assurances.

Procédure de Traitement des réclamations : contact@aceconsultants.fr - recours au processus de médiation : mediateur@cnskra.fr

Activité réglementée par les articles 4 & 10 de l'ordonnance 2018-361 du 16/05/2018 sous le contrôle de l'ACPR (4 Place de Budapest CS 92459 75436 PARIS CEDEX 09) ainsi que par l'article 59 de la Loi n° 71-1130 du 31/12/1971.

Déclaration d'activité de formation enregistrée sous le n° 91300345030 auprès de la DREETS Occitanie.

Adhérent de la Compagnie Nationale des Services de Conseil en Risques et Assurances (www.cnskra.fr)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président**N°2023/096****Habitat / Attribution de subventions aux propriétaires occupants au titre des projets d'amélioration de l'habitat privé réalisés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération n°2019/138 du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Vu la délibération n°2021/073 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant la convention d'opération programme d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain (Opah-RU) de L'agglo Foix-Varilhes pour une période de 5 ans à compter du 21 septembre 2021 ;

Vu la délibération n°2021/075 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Vu la délibération n°2023/061 du conseil communautaire du 5 avril 2023 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat-renouvellement urbain (Opah-RU) de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2023/062 du conseil communautaire du 5 avril 2023 approuvant l'avenant n°1 au règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Considérant la présentation des projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre de l'Opah-RU de L'agglo Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **ATTRIBUE** une subvention d'un montant total de 3 000€ pour le projet du propriétaire occupant réalisé dans le cadre de l'Opah-RU de L'agglo Foix-Varilhes, en complément de l'Anah, telle que présentée dans le tableau annexé.

Article 2 : **AUTORISE** le président à notifier la subvention récapitulée dans le document joint, à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 11/10/2023

Reçu en préfecture le 11/10/2023

Publié le 11/10/2023

ID : 009-200067791-20231009-2023_DP_096-DE



Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 9 octobre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Nom Prénom	Adresse	Type travaux	Montant dépenses subventionnées (travaux + honoraires)	Taux d'intervention CAPFV	Montant subvention CAPFV
Monsieur Birobent Frédéric	14 Rue mouragues 09000 Foix	Amélioration énergétique	31 162,71 € plafonné à 30 000 €	10%	3 000,00 €
TOTAL					3 000,00 €

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/097**Habitat / Attribution de subventions aux propriétaires occupants au titre des projets d'amélioration de l'habitat privé réalisés dans le cadre du programme d'intérêt général Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération n°2019/138 du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du premier programme local de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 43 « favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;

Vu la délibération n°2021/074 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant la convention du programme d'intérêt général (Pig) d'amélioration de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes pour une période de 5 ans à compter du 21 septembre 2021 ;

Vu la délibération n°2021/075 du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Vu la délibération n°2023/059 du conseil communautaire du 5 avril 2023 approuvant l'avenant n°1 à la convention du Pig d'amélioration de l'habitat privé de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2023/062 du conseil communautaire du 5 avril 2023 approuvant l'avenant n°1 au règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du parc privé dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat Opah-RU et Pig 2021-2026 ;

Considérant la présentation des projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre du Pig de L'agglo Foix-Varilhes 2021-2026, en complément de l'Anah ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : **ATTRIBUE** quatre subventions d'un montant total de 6 949,74 € pour les projets des propriétaires occupants réalisés dans le cadre du Pig de L'agglo Foix-Varilhes, en complément de l'Anah, telles que présentées dans le tableau annexé.

Article 2 : **AUTORISE** le président à notifier les subventions récapitulées dans le document joint, à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 4 : **DIT** que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 11/10/2023

Reçu en préfecture le 11/10/2023

Publié le 11/10/2023

ID : 009-200067791-20231009-2023_DP_097-DE



Fait à Foix le 9 octobre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Nom Prénom	Adresse	Type travaux	Montant dépenses subventionnées (travaux + honoraires)	Taux d'intervention CAPFV	Montant subvention CAPFV
Madame Maury Florence (dossier rectificatif) Subvention initiale: 146,57€ (DP n° 2023/079 du 03/08/2023)	31 Avenue de Paris 09330 Montgailhard	Amélioration énergétique	9 278,10 €	15%	1 245,14 €
Madame Dubarry Yvette	17 Route du Courbas 09120 Varilhes	Amélioration énergétique	28 993,20 €	10%	2 899,32 €
Monsieur Ferrigutti Eric	Hameau de Darnac 09000 Serres-sur-Arget	Amélioration énergétique	18 564,44 €	10%	1 856,44 €
Madame Guichard Jeannine	21 Rue de Guilhaumet 09000 Vernajoul	Amélioration énergétique	9 488,43 €	10%	948,84 €
TOTAL					6 949,74 €

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/098

Petite enfance-enfance / Convention avec la Caisse d'allocations familiales pour accéder à l'extranet relatif au site monenfant.fr

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2023/041 du 5 avril 2023 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant notamment la définition et la mise en œuvre d'une politique de la petite enfance et de l'enfance ;

Considérant la mise en place par la Caisse nationale d'allocations familiales du site internet monenfant.fr visant à informer les familles de toutes les structures d'accueil d'enfants financées par les caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Considérant que l'enrichissement et l'actualisation des informations présentées sur le site monenfant.fr sont réalisés par les gestionnaires de structure d'accueil autorisés par les Caf, via un extranet dédié ;

Il est proposé de signer la convention proposée par la Caf de l'Ariège, afin de permettre l'accès à l'extranet corrélé au site monenfant.fr et renseigner ainsi les rubriques relatives aux services petite enfance et enfance de L'agglo Foix-Varilhes.

LE PRÉSIDENT

Article 1 : APPROUVE la convention et le document annexe permettant l'accès à l'extranet lié au site monenfant.fr avec la Caf de l'Ariège. Cette convention a une durée d'un an et sera renouvelée par tacite reconduction.

Article 2 : PRÉCISE que la mise en ligne des informations est réalisée gratuitement.

Article 3 : PRÉCISE que les services petite enfance et enfance de L'agglo Foix-Varilhes concernés sont :

- les multi accueils à Crampagna, Ferrières, Foix, Montgailhard, Varilhes et Verniolle
- la crèche familiale à Ferrières
- les relais petite enfance à Ferrières et Varilhes
- les lieux d'accueil enfant parent à Foix et Varilhes
- le service guichet unique petite enfance
- les accueils de loisirs à Foix, Saint-Paul-de-Jarrat, Varilhes et Verniolle.

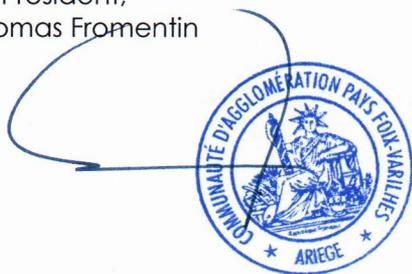
Article 4 : AUTORISE le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente décision, et à prendre toute disposition y concourant.

Article 5 : DIT que le directeur général des services et le comptable public de la trésorerie spécialisée du Pays de Foix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 16 octobre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des décisions du président

N°2023/099

Technique / Actes d'engagement permanent pour le désaffichage et l'enlèvement de graffitis avec la Commune de Foix

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.5216-5 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/161 du 15 décembre 2021 relative à la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant la nécessité de procéder à l'enlèvement régulier de graffitis sur les bâtiments de L'agglo Foix-Varilhes et tout particulièrement sur le centre culturel Olivier Carol, le pôle de services, l'office de tourisme et le pôle jeunesse à Foix ;

Considérant que L'agglo ne dispose pas des moyens humains et matériels de réaliser ces prestations ;

Considérant la proposition d'intervention, à titre gracieux, du service municipal de désaffichage et d'enlèvement de graffitis de la Commune de Foix ;

LE PRÉSIDENT

Article 1 : ACCEPTE les propositions d'actes d'engagement permanents d'intervention du service municipal de désaffichage et d'enlèvement de graffitis de la Commune de Foix, concernant le centre culturel Olivier Carol, le pôle de services, l'office de tourisme et le pôle jeunesse à Foix, pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder une durée de cinq ans.

Article 2 : DIT que les interventions sont faites à titre gracieux.

Article 3 : DIT que le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Fait à Foix le 16 octobre 2023

Pour extrait conforme
Le Président,
Thomas Fromentin



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Ville de Foix
Ariège - Pyrénées

ENLEVEMENT DE GRAFFITIS SUR IMMEUBLE PRIVE

Direction des Services Techniques

Hôtel de Ville - 45, Cours Gabriel Fauré

09000 FOIX

☎ 05/61/05/42/10 - Fax : 05/61/05/42/19

ACTE D'ENGAGEMENT PERMANENT

➤ Adresse de l'immeuble concerné :

Centre Culturel Olivier Carol
La demeure du général de Gaulle

Je soussigné,

Domicilé

Thomas Fromentin
Li agjto Foix Jachthes



PROPRIETAIRE



SYNDIC

Autorise le service municipal du désaffichage et de l'enlèvement de graffitis à intervenir à TITRE GRACIEUX sur l'immeuble dont je suis responsable et déclare renoncer à tout recours envers la Ville de Foix, mais aussi contre ses assureurs, du fait des dégradations éventuelles que pourraient occasionner les produits ou méthodes employés en vue de ce nettoyage.

De plus, toutes les précautions nécessaires pour protéger, ou faire protéger, les biens existants derrière les diverses ouvertures – portes, fenêtres ou autres – seront prises par mes soins.

Si cette protection ne peut être assurée, je m'engage à le signaler à la Ville de Foix qui dans ce cas ne procédera pas au nettoyage du ou des ouvertures en question.

Le présent acte est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder une durée de cinq ans. Toutefois, il pourra être dénoncé par simple lettre recommandée avec préavis d'un mois.

Je m'engage, en outre, à informer la Ville de Foix de toutes modifications induisant un changement de propriétaire ou de syndic.

Le bâtiment en question comporte ⁽¹⁾ :

Murs

Crépi ou peinture

Brique

Rideaux ou portes métalliques

Portes ou volets bois

Encadrement de vitrines en bois ou en métal

A FOIX, le 16.10.2023

Signature

Faire précéder de la mention « LU ET APPROUVE »

Le Président,
Thomas FROMENTIN



(1) Cocher les cases correspondantes



Ville de Foix
Ariège - Pyrénées

ENLEVEMENT DE GRAFFITIS SUR IMMEUBLE PRIVE

Direction des Services Techniques

Hôtel de Ville - 45, Cours Gabriel Fauré

09000 FOIX

☎ 05/61/05/42/10 - Fax : 05/61/05/42/19

ACTE D'ENGAGEMENT PERMANENT

➤ Adresse de l'immeuble concerné : Pole Jeunesse
2 boulevard François Mitterand

Je soussigné, Thomas Fromentin

Domicilé, 11 avenue Jean Vanier



PROPRIETAIRE



SYNDIC

Autorise le service municipal du désaffichage et de l'enlèvement de graffitis à intervenir à TITRE GRACIEUX sur l'immeuble dont je suis responsable et déclare renoncer à tout recours envers la Ville de Foix, mais aussi contre ses assureurs, du fait des dégradations éventuelles que pourraient occasionner les produits ou méthodes employés en vue de ce nettoyage.

De plus, toutes les précautions nécessaires pour protéger, ou faire protéger, les biens existants derrière les diverses ouvertures – portes, fenêtres ou autres – seront prises par mes soins.

Si cette protection ne peut être assurée, je m'engage à le signaler à la Ville de Foix qui dans ce cas ne procédera pas au nettoyage du ou des ouvertures en question.

Le présent acte est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder une durée de cinq ans. Toutefois, il pourra être dénoncé par simple lettre recommandée avec préavis d'un mois.

Je m'engage, en outre, à informer la Ville de Foix de toutes modifications induisant un changement de propriétaire ou de syndic.

Le bâtiment en question comporte ⁽¹⁾ :

Murs

Crépi ou peinture

Brique

Rideaux ou portes métalliques

Portes ou volets bois

Encadrement de vitrines en bois ou en métal

A FOIX, le 16 10 2023

Signature

Faire précéder de la mention « LU ET APPROUVE »

**Le Président,
Thomas FROMENTIN**



(1) Cocher les cases correspondantes



ENLEVEMENT DE GRAFFITIS SUR IMMEUBLE PRIVE

Ville de Foix
Ariège - Pyrénées

Direction des Services Techniques

Hôtel de Ville - 45, Cours Gabriel Fauré

09000 FOIX

☎ 05/61/05/42/10 - Fax : 05/61/05/42/19

ACTE D'ENGAGEMENT PERMANENT

➤ Adresse de l'immeuble concerné :

Office de Tourisme
13 rue Delcasse

Je soussigné,

Domicilé,

Thomas FROMENTIN
L'ajk Foix Jaithe



PROPRIETAIRE



SYNDIC

Autorise le service municipal du désaffichage et de l'enlèvement de graffitis à intervenir à TITRE GRACIEUX sur l'immeuble dont je suis responsable et déclare renoncer à tout recours envers la Ville de Foix, mais aussi contre ses assureurs, du fait des dégradations éventuelles que pourraient occasionner les produits ou méthodes employés en vue de ce nettoyage.

De plus, toutes les précautions nécessaires pour protéger, ou faire protéger, les biens existants derrière les diverses ouvertures – portes, fenêtres ou autres – seront prises par mes soins.

Si cette protection ne peut être assurée, je m'engage à le signaler à la Ville de Foix qui dans ce cas ne procédera pas au nettoyage du ou des ouvertures en question.

Le présent acte est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder une durée de cinq ans. Toutefois, il pourra être dénoncé par simple lettre recommandée avec préavis d'un mois.

Je m'engage, en outre, à informer la Ville de Foix de toutes modifications induisant un changement de propriétaire ou de syndic.

Le bâtiment en question comporte ⁽¹⁾ :

Murs

Crépi ou peinture

Brique

Rideaux ou portes métalliques

Portes ou volets bois

Encadrement de vitrines en bois ou en métal

A FOIX, le 16 10 2023

Signature

Faire précéder de la mention « LU ET APPROUVE »

Le Président
Thomas FROMENTIN



(1) Cocher les cases correspondantes